



## **DISCOURS du 1<sup>er</sup> mai 2018**

Mes Cher (e) s camarades,

Comme nous le rappelons chaque année, la Ricamarie fut un haut lieu de la lutte des mineurs français pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, avec notamment le déterminé Michel Rondet, inspirant Émile Zola pour son roman *Germinal*. C'est ainsi que le 16 juin 1869 l'armée de Napoléon III, appelée en renfort pour mater la grève des mineurs déclenchée à Firminy le 11 juin, ouvre le feu sur la foule des mineurs de la Ricamarie et des manifestants solidaires rassemblés au ravin *du Brûlé* : la fusillade fait 14 morts dont une fillette de 16 mois et de nombreux blessés.

Le monument des étoiles est pour nous un symbole mais c'est aussi le souvenir de cette répression aveugle qui faucha Marguerite Basson, 16 mois – Claude Soulas, 19 ans – Joseph Françon, 19 ans – Pierre Valère, 21 ans – Jacques Fanget, 25 ans – Simon Chatagnon, 27 ans – Antoine Paule, 27 ans – Claude Clémenton, 27 ans – Michel Guineton, 37 ans – Antoine Gourdon, 38 ans – Barthélémy Revol, 38 ans – son épouse, 35 ans – Rose Rival, 49 ans – Claude Georget, 68 ans.

Loin des ambiguïtés syndicales nous préférons le respect des traditions et le 1<sup>er</sup> mai en fait parti. Une journée où nous réaffirmons publiquement et nettement nos positions et revendications.

Rappelons d'abord – et c'est important – que le 1<sup>er</sup> mai n'est pas, contrairement à ce qu'on entend trop souvent, la fête pétainiste du travail. C'est une journée de solidarité internationale au cours de laquelle les travailleurs expriment leurs revendications.

De ce point de vue le 1<sup>er</sup> mai 2018 ne doit pas déroger à nos attaches internationalistes.

Aujourd'hui, dans beaucoup trop de pays la liberté d'association comme la liberté de négociation ne sont pas respectées.

Aujourd'hui encore, y compris dans des pays démocratiques, les libertés syndicales sont menacées, les droits des salariés sont remis en cause, le social au sens large devenant la seule variable d'ajustement.

Depuis des années, la France n'y échappe pas. Entre :

- la position commune et la loi sur la représentativité qui ont restreint le choix, par les adhérents, de leur délégué syndical,
- le chômage,
- la précarité et les inégalités qui se sont développées,
- les droits à la retraite qui ont été amputés,
- le pouvoir d'achat qui a diminué,
- le service public républicain qui a été rabougri,
- les conditions de travail qui se sont dégradées.

Les attaques n'ont guère cessé.

Il est de notre rôle de syndicat libre et indépendant de porter les attentes des salariés, d'exiger par la négociation si possible, par l'action si nécessaire, qu'il en soit tenu compte et que le gouvernement comme le patronat y répondent.

Cela suppose, cela impose des changements d'orientation en matière de politique économique et sociale au plan européen comme national. Cela concerne notamment la fiscalité ou l'industrie.

Européens nous sommes, mais pour une Europe porteuse de progrès et de justice sociale. Ce qui nécessite de réviser les traités européens rejetés aujourd'hui par la quasi-totalité des syndicats européens qui réclament par exemple, dans tous les pays, des augmentations générales de salaire.

Nous restons fermement contre les ordonnances et lois Travail et continuons ainsi à réclamer leur abrogation puisqu'elles remettent fondamentalement en cause le droit du travail.

De même, nous militons pour la préservation des régimes de protection sociale collective auxquelles nous sommes particulièrement attachés. Comme nous restons attaché aux droits collectifs des salariés que le gouvernement entend coûte que coûte individualiser.

A FORCE OUVRIERE depuis plusieurs années nous expliquons que l'austérité (d'où qu'elle vienne, politique, patronale ou syndicale) est trois fois suicidaire : socialement, économiquement et démocratiquement.

Elle engendre le rejet des élites, d'un système du chacun pour soi et pire le rejet de l'autre.

Tout, comme il est irresponsable de chercher à culpabiliser celles et ceux pour qui les conditions de vie sont de plus en plus difficiles.

Lutter contre l'austérité est non seulement socialement et économique nécessaire, c'est de plus en plus une obligation démocratique.

En la matière, FORCE OUVRIERE n'a jamais failli au cours de sa longue histoire. Rappelons par exemple, que FORCE OUVRIERE tire son nom d'un mouvement de résistance pendant la dernière guerre mondiale qui s'appelait Résistance Ouvrière.

Par définition, le syndicalisme rejette tout racisme, toute xénophobie, tout antisémitisme notamment véhiculés par l'extrême droite et qui sont étrangers à nos gênes, à notre histoire, à notre solidarité internationale.

En France, nous avons toujours marqué notre attachement aux principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, mais aussi de solidarité, de démocratie et de respect de l'autre.

Fort de nos résolutions du congrès de Lille de la semaine dernière si l'on ne veut pas :

- que la République perde son sens,
- que les services Publics soient remis en cause
- et que nos principes républicains n'aient plus de valeurs.

Si l'on ne veut pas :

- que le code du travail asservisse davantage les salariés.

- Et que les statuts des fonctions Publiques soient pulvérisés...

Si l'on ne veut pas que le monde du travail broie plus encore :

- la vie,
- la santé
- et les conditions de travail des salariés

Poursuivons le combat

Poursuivons la lutte

Résistons à la bien-pensance.

Vive le 1<sup>er</sup> mai !

Vive l'indépendance et la liberté syndicale !

Vive la solidarité internationale !

Vive FORCE OUVRIERE !